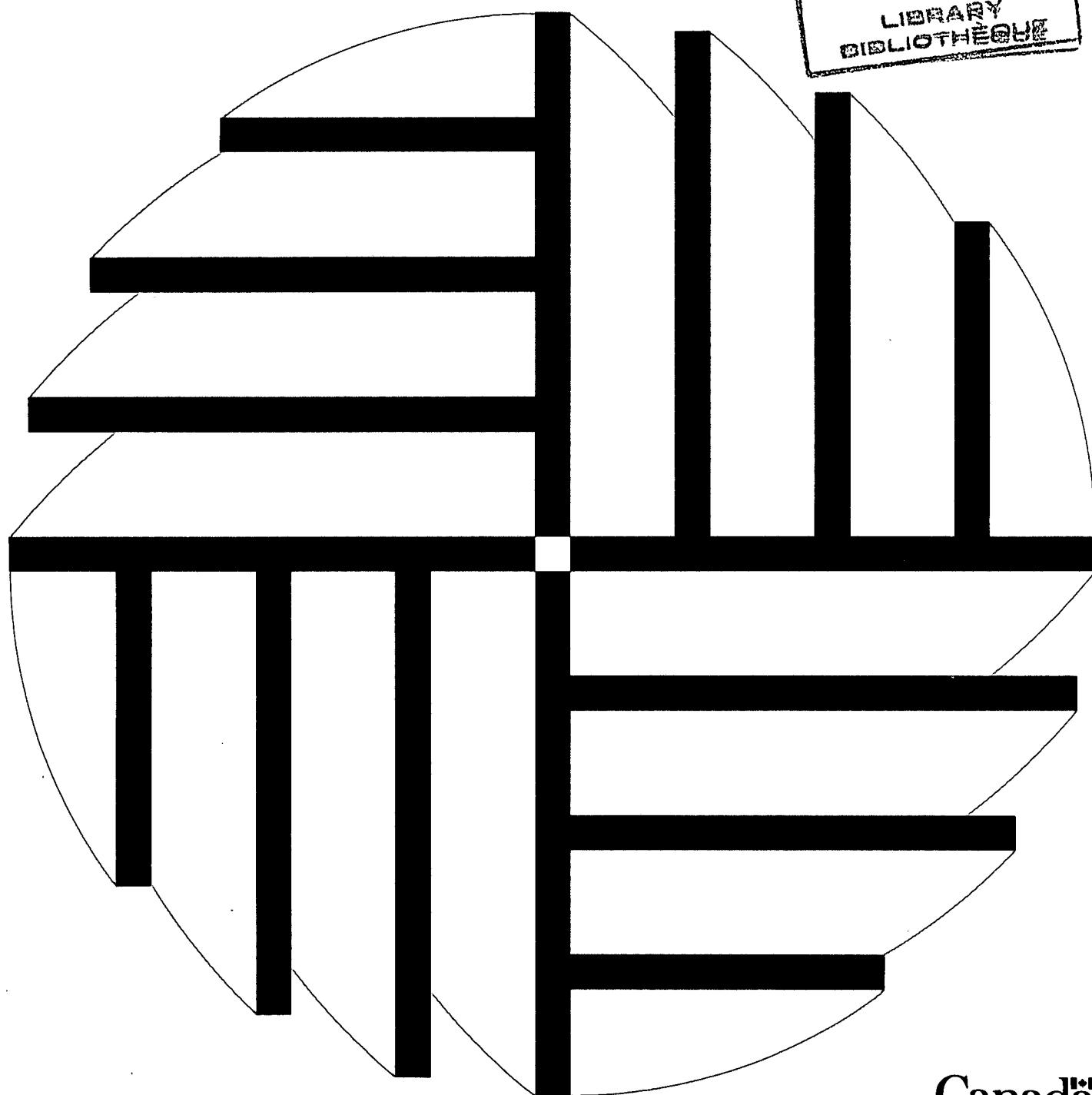


1982

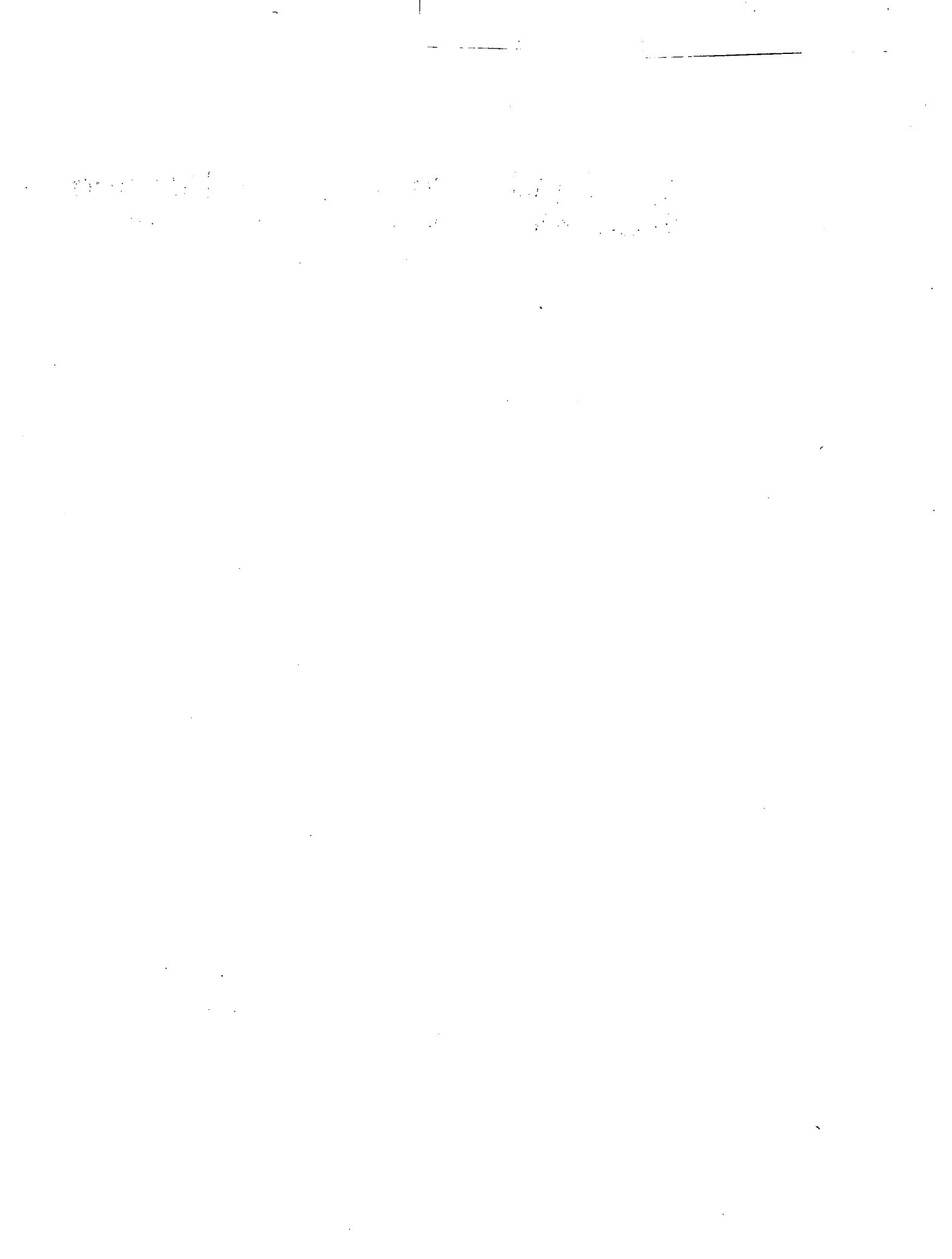
c. 3

Prince Edward Island Juvenile delinquents 1982

Île-du-Prince-Edouard Jeunes délinquants 1982



Canada



Statistics Canada
Canadian Centre
for Justice Statistics

Statistique Canada
Centre canadien
de la statistique juridique

Prince Edward Island Juvenile delinquents

1982

Île-du-Prince-Édouard Jeunes délinquants

1982

Published under the authority of
the Minister of Supply and
Services Canada

Canadian Centre for Justice Statistics,
Statistics Canada should be credited when
reproducing or quoting any part of this report

© Minister of Supply
and Services Canada 1983

December 1983
85-X-211

ISSN 0822-286X

Ottawa

Publication autorisée par
le ministre des Approvisionnements et
Services Canada

Reproduction ou citation autorisée sous réserve
d'indication de la source: Centre canadien
de la statistique juridique, Statistique Canada

© Ministre des Approvisionnements
et Services Canada 1983

Décembre 1983
85-X-211

ISSN 0822-286X

Ottawa

PREFACE

The Juvenile Justice Program of the Canadian Centre for Justice Statistics has a responsibility to publish information collected from juvenile and family courts in Canada on charges laid under the Juvenile Delinquents Act, or its provincial equivalent. This information is collected on individuals through the **Juvenile Court Survey**, which has been in operation, in its current form, since 1974.

In June 1981, the Juvenile Justice Program was formally included within the Canadian Centre for Justice Statistics. As such, this publication reflects the collective efforts of the provincial/territorial governments and federal government, in partnership, under whose initiative the Centre was established. Most importantly this publication reflects the continuing efforts and attention of Court staff in **Prince Edward Island**, whose contribution is essential for the accuracy and timeliness of these data.

This report contains:

- a **description of the procedures** used by courts to deal with juveniles accused of committing a delinquency;
- an **explanation of the way in which data collection** occurs;
- **definitions of terms;** and
- **statistical tables, by courts.**

This report presents, without detailed analysis, the **central statistical features** by court of the court process for juveniles. It is intended only to provide an indication of the data that are available from the Canadian Centre for Justice Statistics on juveniles accused of committing a delinquency and brought to court in **Prince Edward Island**. Companion documents are available from other provinces. As well, a national summary report by province has been published.

The format is similar to that used in the past. However, in comparing these data to those for earlier years, care should be taken to note that variations in reporting over this time period have resulted in fluctuations in the statistics which could erroneously be interpreted as changes in the number of charges of delinquency heard in juvenile and family courts. These reporting circumstances are described in the section of this report entitled "Method of providing information to the Centre".

AVANT-PROPOS

Le Programme de la justice pour les jeunes, du Centre canadien de la statistique juridique, est chargé de la publication des données cueillies auprès des tribunaux de la famille et des tribunaux de la jeunesse du Canada sur les accusations portées en vertu de la Loi sur les jeunes délinquants, ou son équivalent provincial. La collecte de renseignements sur les individus se fait par l'entremise de l'enquête sur les tribunaux de la jeunesse. Cette enquête existe sous sa forme actuelle depuis 1974.

C'est au mois de juin 1981 que le programme de la justice pour les jeunes fut officiellement intégré au Centre de la statistique juridique. Cette publication est le reflet d'un effort collectif des gouvernements des provinces, des territoires et du gouvernement fédéral, qui, agissant de concert, furent l'âme créatrice lors de la conception du Centre. Nous nous devons de souligner particulièrement le travail, l'attention et l'engagement du personnel des cours de l'**Île-du-Prince-Édouard**, grâce à qui la qualité et l'opportunité des données est assurées.

Le rapport contient:

- une **description des procédures** auxquelles ont recours les tribunaux concernant les jeunes accusés d'avoir commis un délit;
- une **explication de la façon dont les données sont recueillies;**
- une **définition des termes;** et
- **des tableaux statistiques, par tribunal.**

Ce rapport offre, sans analyse détaillée, les **principales caractéristiques de la statistique** des tribunaux de la jeunesse. Il a pour but de présenter un aperçu des données disponibles auprès du Centre canadien de la statistique juridique, sur les jeunes accusés de délinquance et qui ont été jugés à l'**Île-du-Prince-Édouard**. Il existe pour chaque province un rapport fournissant une information détaillée sur chaque tribunal.

Nous avons gardé la même présentation depuis 1974. Toutefois, lors de la comparaison des présentes données aux années antérieures il faut prendre note du fait que les variations dans les déclarations au cours de cette période ont entraîné des fluctuations dans les statistiques, qui pourraient être interprétées erronément comme des changements dans le nombre de causes entendues devant les tribunaux pour enfants et les tribunaux de la famille. La section intitulée "manière de fournir les renseignements au Centre" fait état des problèmes de déclaration.

Inquiries concerning the content of the publication should be addressed to the Staff of the Juvenile Justice Program, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada, R.H. Coats Building, 19th floor, Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario, K1A 9Z9, telephone: (613) 995-1067 or to the local office of Statistics Canada's user advisory services:

 * ST.JOHN'S (NFLD.-T.-N.) (709-772-4073)
 * HALIFAX (N.S.-N.-E.) (902-426-5331)
 * MONTREAL (QUE.) (514-283-5725)
 * OTTAWA (ONT.) (613-992-4734)
 * TORONTO (ONT.) (416-966-6586)
 *

One copy of each provincial report and the national report is available free of charge. Additional copies of each provincial report are available for a service fee of \$4.00; additional copies of the national report are available for a service fee of \$5.00. Copies of these reports may be obtained by completing the enclosed order form. Orders may be sent to:

Casual Sales Unit
 Central Inquiries, R.H. Coats Building
 Statistics Canada
 Ottawa, Ontario
 K1A 9Z9

SYMBOLS

The following symbols are used in this publication:

... Figures not available;
 - Nil or Zero.

Pour de plus amples renseignements au sujet de la présente publication, veuillez communiquer avec le personnel du Programme de la justice pour les jeunes, Centre Canadien de la Statistique Juridique, Statistique Canada, 19e étage, immeuble R.H. Coats, Parc Tunney, Ottawa, Ontario, K1A 9Z9, téléphone: (613) 995-1067 ou au bureau régional des services régionaux d'assistance-utilisateurs de Statistique Canada:

 * WINNIPEG (MAN.) (204-949-4020)
 * REGINA (SASK.) (306-359-5405)
 * EDMONTON (ALTA.-ALB.) (403-420-3027)
 * VANCOUVER (B.C.-C.B.) (604-666-3691)
 *

On peut obtenir sans frais un exemplaire du rapport national et de chaque rapport provincial. Des exemplaires supplémentaires de chaque rapport provincial coûtent \$4.00 la copie. Des copies supplémentaires du rapport national coûtent \$5.00 de frais de service par copie. Pour obtenir des exemplaires de ces rapports, veuillez remplir la formule annexée. Veuillez faire parvenir la commande à:

Sous-Section des commandes occasionnelles
 Service central de renseignements
 Statistique Canada
 Ottawa, Ontario
 K1A 9Z9

SIGNES CONVENTIONNELS

Les signes suivant sont employés dans cette publication:

... Nombre indisponible;
 - Néant ou zéro.

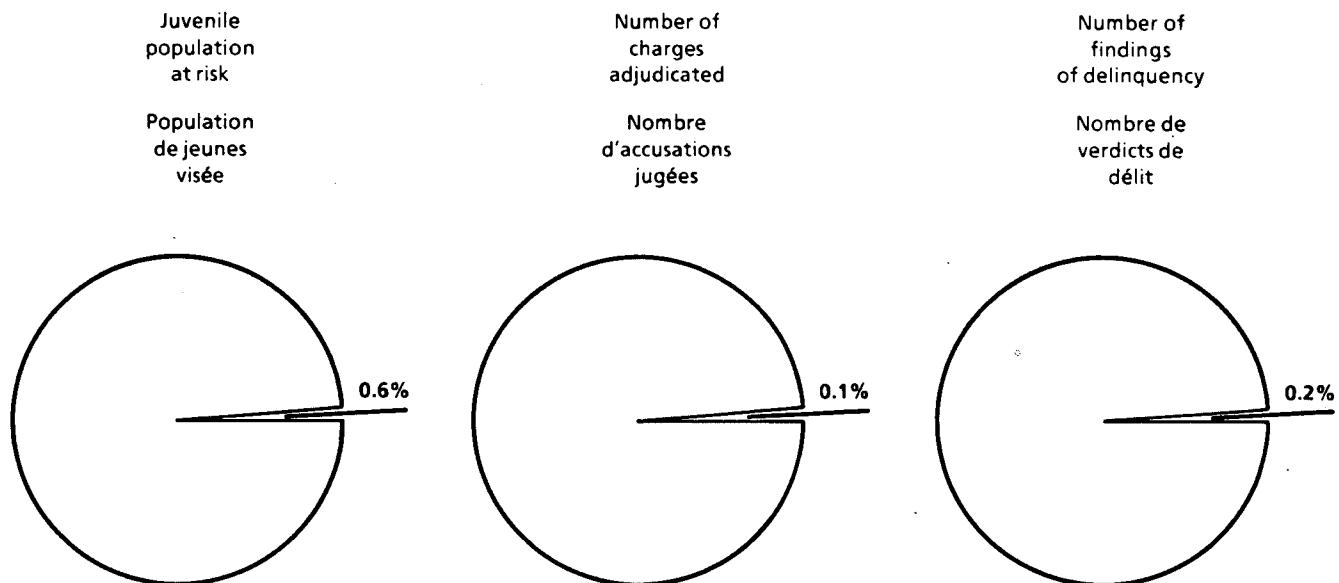
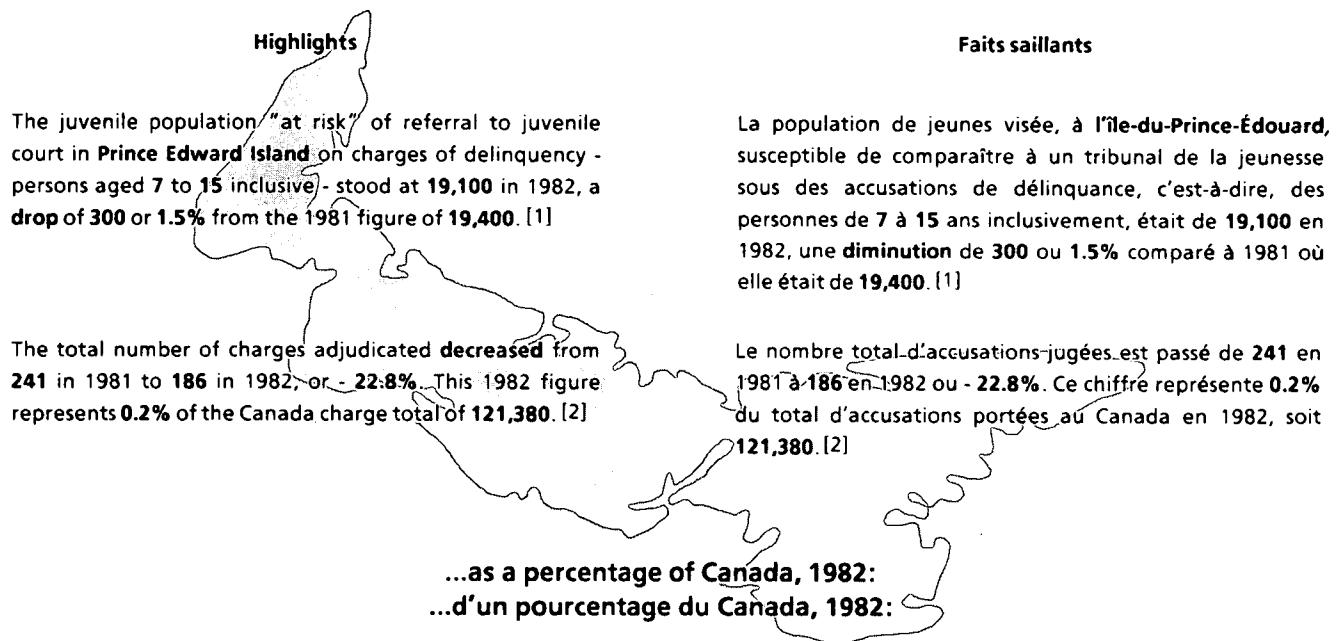
TABLE OF CONTENTS

1. Highlights	1	1. Faits saillants
2. Introduction	3	2. Introduction
Jurisdiction of juvenile courts	3	Juridiction des tribunaux pour enfants
Procedure for dealing with juveniles	4	Procédure suivie à l'égard des jeunes délinquants
Basic units of count used for tabulation purposes	6	Unités de bases utilisées dans les totalisations
3. Statistical Tables	9	3. Tableaux statistiques
Table 1 - Sex and age of persons appearing in juvenile court by court location (delinquencies)	10	Tableau 1 - Sexe et âge des personnes qui doivent comparaître devant la cour pour jeunes délinquants selon le siège de la cour (délits).
Table 2 - Nature of the delinquency by court location (delinquencies)	11	Tableau 2 - Nature du délit selon le siège de la cour (délits)
Table 3 - Nature of the court decision by court location (delinquencies)	12	Tableau 3 - Nature de la décision du tribunal selon le siège de la cour (délits)
Table 4 - Sex and age of persons appearing in juvenile court by court location (persons)	13	Tableau 4 - Sexe et âge des personnes qui doivent comparaître devant la cour pour jeunes délinquants selon le siège de la cour (personnes)
Table 5 - Nature of the delinquency by court location (persons)	14	Tableau 5 - Nature du délit selon le siège de la cour (personnes)
Table 6 - Nature of the court decision by court location (persons)	15	Tableau 6 - Nature de la décision du tribunal selon le siège de la cour (personnes)
4. Definition of Terms	16	4. Définitions des termes
Appendices		Annexe
A. Method of providing information to the Centre	19	A. Manière de fournir les renseignements au Centre
B. Copy of Form	21	B. Echantillon de la formule

TABLE DES MATIÈRES

Page	
1	1. Faits saillants
3	2. Introduction
3	Juridiction des tribunaux pour enfants
4	Procédure suivie à l'égard des jeunes délinquants
6	Unités de bases utilisées dans les totalisations
9	3. Tableaux statistiques
10	Tableau 1 - Sexe et âge des personnes qui doivent comparaître devant la cour pour jeunes délinquants selon le siège de la cour (délits).
11	Tableau 2 - Nature du délit selon le siège de la cour (délits)
12	Tableau 3 - Nature de la décision du tribunal selon le siège de la cour (délits)
13	Tableau 4 - Sexe et âge des personnes qui doivent comparaître devant la cour pour jeunes délinquants selon le siège de la cour (personnes)
14	Tableau 5 - Nature du délit selon le siège de la cour (personnes)
15	Tableau 6 - Nature de la décision du tribunal selon le siège de la cour (personnes)
16	4. Définitions des termes
	Annexe
19	A. Manière de fournir les renseignements au Centre
21	B. Echantillon de la formule

Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard



[1] The population estimates were supplied by the demography division, Statistics Canada. The 1981 figure is based on the June 3, 1981 population enumeration. The 1982 figure is a post-censal estimate of the June 1, 1982 population.

[2] Charges against adults and companies are excluded from the 1981-1982 data in this summary.

[1] Les estimés de la population parviennent de la division de la démographie de Statistique Canada. Le chiffre de 1981 est basé sur le recensement du 3 juin 1981. Le chiffre de 1982 est un estimé de la population au 1^{er} juin 1982.

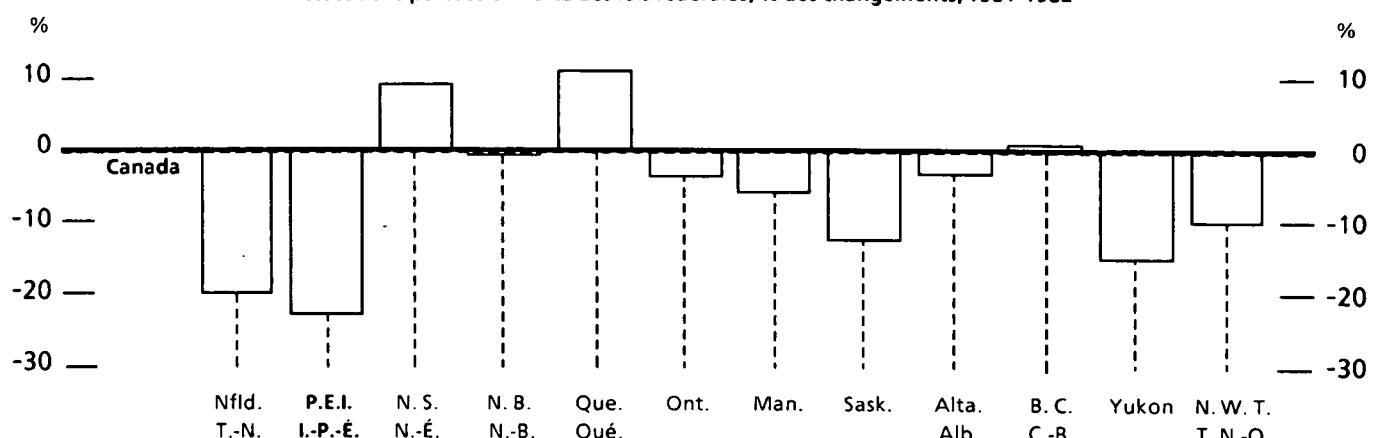
[2] Les accusations portées contre des adultes ou contre des compagnies sont exclues des données de 1981-1982 dans ce sommaire.

	Federal statute charges			Provincial statute charges		
	Accusations portées en vertu des lois fédérales			Accusations portées en vertu des lois provinciales		
	1981	1982	% change % changement	1981	1982	% change % changement
Number of charges adjudicated Nombre d'accusations adjugées	236	181	-23.3	5	5	-
Rate (per 1,000 juveniles) Taux (par 1,000 jeunes)	12.2	9.5		0.3	0.3	
Number of convictions Nombre de verdicts de délinquance	214	157	-26.6	5	4	-20.0
Rate (per 1,000 juveniles) Taux (par 1,000 jeunes)	11.0	8.2		0.3	0.2	
Conviction rate (%) Taux de culpabilité (%)	90.7%	86.7%		100.0%	80.0%	

Nature of dispositions 1981, 1982, federal statute offences only
Nature des décisions 1981, 1982, infractions à des lois fédérales seulement

Year Année	Juvenile institutions Établissement pour les jeunes	Referred to care of province Cas confiés au soin de la province	Probation/Supervision Probation/ Surveillance	Fine/Restitution Amende/ Restitution	Adjourned indefinitely Ajournement pour une période indéterminée	Final disposition suspended Décision finale suspendue	Other Autres décisions	Total
1981	26	9	127	6	1	7	38	214
1982	11	16	122	5	3	-	-	157
% chng.	-57.7	77.8	-3.9	-16.7	200.0	-100.0	-100.0	-26.6

Federal statute charges, % changes, 1981-1982
Accusations portées en vertu des lois fédérales, % des changements, 1981-1982



1. INTRODUCTION AND SUMMARY

SUMMARY

Jurisdiction of juvenile courts

The information in this section applies generally to all provinces and territories.

The Juvenile Delinquents Act is operative in all provinces and territories except Newfoundland. In that province, juvenile offenders are dealt with as specified in the Welfare of Children Act of 1944.

Under the terms of the Juvenile Delinquents Act, juvenile courts are given exclusive jurisdiction to deal with children accused of committing a delinquency, i.e., children who violate any provision of the Criminal Code or of any federal or provincial statute, or of any by-law or ordinance of any municipality, or who are guilty of sexual immorality or any similar form of vice, or who are able by reason of any other act to be committed to an industrial school or juvenile reformatory under any federal or provincial statute.

The jurisdiction of juvenile courts in Newfoundland differs slightly from that in the rest of the country: for example, a juvenile court in that province cannot try a child charged with murder or manslaughter.

The juvenile courts' jurisdiction is limited by the age of the accused. Section 12 of the Criminal Code states that no person under seven years of age shall be convicted of an offence. The Juvenile Delinquents Act sets the upper age limit by defining a child to be 'any boy or girl apparently or actually under the age of sixteen years, or such other age as may be directed in any province'. During 1982 the age limit in each province was:

1. INTRODUCTION ET SOMMAIRE

SOMMAIRE

Juridiction des tribunaux pour enfants

Le texte qui suit s'applique à toutes les provinces et territoires en général.

La Loi sur les jeunes délinquants régit toutes les provinces et les territoires sauf Terre-Neuve. Dans cette province, les jeunes contrevenants sont poursuivis en vertu du Welfare of Children Act de 1944.

Aux termes de la Loi sur les jeunes délinquants, les tribunaux pour enfants ont juridiction absolue dans le cas des enfants accusés d'avoir commis un délit, c'est-à-dire les enfants qui enfreignent l'une quelconque des dispositions du Code criminel, ou d'une loi fédérale ou provinciale, d'un règlement ou d'une ordonnance d'une municipalité, ou qui sont coupables d'immoralité sexuelle ou de toute autre forme de vice, ou qui, en raison de toute autre infraction, sont passibles de détention dans une école industrielle ou une maison de correction pour jeunes délinquants, en vertu d'une loi fédérale ou provinciale.

La juridiction des tribunaux pour enfants à Terre-Neuve diffère légèrement de celle des tribunaux pour enfants dans le reste du pays; par exemple, un tribunal pour enfants dans cette province ne peut juger un enfant inculpé de meurtre ou d'homicide involontaire coupable.

La juridiction des tribunaux pour enfants est fonction de l'âge du prévenu. L'article 12 du Code criminel prévoit que nul ne doit être déclaré coupable d'une infraction qu'il a commise lorsqu'il était âgé de moins de sept ans. La Loi sur les jeunes délinquants établit la limite d'âge supérieure en définissant un enfant comme étant 'un garçon ou une fille qui apparemment ou effectivement, n'a pas atteint l'âge de seize ans ou tel autre âge qui peut être prescrit dans cette province'. En 1982 la limite d'âge en vigueur dans chaque province était la suivante:

- (a) under 16 years in New Brunswick, Nova Scotia, Prince Edward Island, Ontario, Saskatchewan, Alberta¹, the Yukon and the Northwest Territories;
- (b) Under 17 years in Newfoundland and British Columbia;
- (c) Under 18 years in Quebec and Manitoba.

The juvenile court does not lose jurisdiction if the child, after committing the delinquency, passes the age limit.

There are two exceptions to these age limitations:

- (a) a child accused of committing an indictable offence may, at the discretion of the juvenile court, be tried in a criminal court in accordance with the provisions of the Criminal Code. This can be done only if the child involved is over the age of fourteen years. In Newfoundland, under Section 10 of the Welfare of Children Act, a child of 15 years or over may be referred to adult court if charged with an offence which in the case of an adult would be punishable by imprisonment.
- (b) a child who is adjudged delinquent may be returned to juvenile court at any time before reaching the age of 21 years (17 years in Newfoundland). This action is most frequently taken if the child breaches the terms of his/her probation.

Juvenile courts may also try adults who are accused of committing offences involving children, for example, contributing to the delinquency of a juvenile.

Procedure for dealing with juveniles

The method of dealing with juveniles varies from province to province and from one locality to another. For that reason it is difficult to describe a standard procedure. In most cases, however, it is the police who initiate the process.

When it is suspected that a delinquency has been committed, the police frequently have the option of dealing with the juvenile informally (e.g., by means of a warning or a diversion program). This course of action will usually be taken if the offence is not serious and if there is no history of previous delinquencies.

¹ Prior to October, 1978, the upper age limit for females in Alberta was under 18.

- (a) moins de 16 ans au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Ontario, en Saskatchewan, en Alberta¹, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest;
- (b) moins de 17 ans à Terre-Neuve et en Colombie-Britannique;
- (c) moins de 18 ans au Québec et au Manitoba.

Le tribunal pour enfants ne perd pas sa juridiction si l'enfant a dépassé la limite d'âge prescrite après avoir commis le délit.

Il y a deux exceptions à ces limites d'âge:

- (a) Un enfant accusé d'avoir commis un acte criminel peut, à la discréction du tribunal pour enfants, être traduit devant une cour de juridiction criminelle conformément aux dispositions du Code criminel. Cela ne s'applique que lorsque le prévenu est âgé de plus de quatorze ans. À Terre-Neuve, l'article 10 du Welfare of Children Act, stipule que le cas d'un enfant de 15 ans ou plus peut être renvoyé devant un tribunal pour adultes s'il est inculpé d'une infraction pour laquelle un adulte serait passible d'emprisonnement.
- (b) Un enfant jugé délinquant peut être renvoyé devant un tribunal pour enfants en tout temps avant d'avoir atteint l'âge de 21 ans (17 ans à Terre-Neuve). Cette disposition est prise le plus souvent lorsque l'enfant néglige de respecter les conditions de sa probation.

Les tribunaux pour enfants peuvent également juger les adultes qui sont accusés d'avoir commis des infractions impliquant des enfants, par exemple, un adulte qui a contribué à faire d'un enfant un jeune délinquant.

Procédure suivie à l'égard des jeunes délinquants

La procédure suivie à l'égard des jeunes délinquants varie d'une province à l'autre et d'une localité à l'autre. C'est pourquoi il est difficile de décrire la procédure type. Dans la plupart des cas toutefois, c'est la police qui met le processus en branle.

Lorsque la police soupçonne qu'un délit a été commis, elle peut fréquemment choisir de le traiter "hors cour" (par exemple par voie d'avertissement ou dans le cadre d'un programme de déjudiciarisation). On procède souvent de cette façon si le délit n'est pas grave et si l'enfant n'a jamais violé la loi auparavant.

¹ L'âge limite maximum pour les jeunes filles en Alberta, avant Octobre 1978, était moins de 18 ans.

If more serious action is required, a charge can be laid. The police are usually responsible for laying the charge, although this may be done on the recommendation of a probation officer, crown prosecutor, etc.

If the juvenile is charged and appears in court, he/she will usually be accompanied by a parent or guardian and may be represented by duty counsel or by a lawyer hired privately. A social worker and/or probation officer who is involved in the case may also be present. The attorney general will be represented by a police officer, a provincial prosecutor or a crown attorney.

After the charge has been read, the judge may, depending on the plea and the evidence presented:

- (a) find the juvenile delinquent;
- (b) refer the juvenile to adult court; or
- (c) terminate the case without a finding of delinquency (this may take the form of an acquittal, a dismissal, a withdrawal of the charge, an adjournment sine die, etc.).

This judicial decision is referred to in the tables as the adjudication.

If the juvenile is adjudged delinquent, the court may take one or more of the various courses of action set out in section 20(1) of the Juvenile Delinquents Act and in Newfoundland, the Welfare of Children Act. The dispositions, as these courses of action are called, include:

- (a) suspending final disposition;
- (b) adjourning the case for a definite or indefinite time;
- (c) imposing a fine of up to \$25.00;
- (d) placing the child on probation;
- (e) placement in a foster home;
- (f) committal to the care of a provincially approved organization such as the Children's Aid Society or to a training school, and
- (g) any other conditions deemed advisable.

Because of the great number of possible combinations of dispositions, only the most serious for each charge has been selected for inclusion in the tables. A list of dispositions, from most serious to least serious, is available from the Juvenile Justice Program.

S'il faut prendre des mesures plus sévères, une accusation peut être portée. La police est habituellement chargée de porter l'accusation bien qu'elle puisse le faire sur la recommandation d'un agent de probation, d'un procureur de la couronne, etc.

Si le jeune délinquant est inculpé et traduit devant le tribunal, il est habituellement accompagné d'un parent ou d'un tuteur et, peut être représenté par un avocat d'office ou un avocat engagé. Un travailleur social et/ou l'agent de probation concerné peut également être présent. Le procureur général est représenté par un agent de police, un procureur provincial ou un procureur de la couronne.

Une fois l'accusation lue, le juge peut, selon le plaidoyer déposé et les preuves présentées:

- (a) juger le jeune délinquant,
- (b) le renvoyer devant un tribunal pour adultes,
- (c) mettre fin à la cause sans avoir jugé qu'il y a eu délit (il peut s'agir ici d'un acquittement, d'un rejet, d'un retrait de l'accusation, d'un ajournement sine die, etc.).

Dans les tableaux, cette décision judiciaire est désignée par le terme "jugement".

Si le jeune est jugé délinquant, le tribunal peut prendre l'une ou plusieurs des dispositions énumérées à l'article 20(1) de la Loi sur les jeunes délinquants, et à Terre-Neuve, dans le Welfare of Children Act. Ces décisions (mesures prises) consistent à:

- (a) suspendre la décision finale,
- (b) ajourner le règlement de la cause pour une période déterminée ou indéterminée,
- (c) imposer une amende d'au plus \$25.00,
- (d) placer l'enfant sous probation,
- (e) faire placer l'enfant dans un foyer nourricier,
- (f) confier l'enfant au soin d'un organisme provincial approuvé, comme la Société d'aide à l'enfance, ou à une école de formation, et
- (g) prendre toute autre disposition souhaitable.

En raison du grand nombre de combinaisons possibles des diverses décisions qui peuvent être prises, nous n'avons indiqué dans les tableaux que les plus sérieuses pour chaque accusation. On peut obtenir la liste des décisions par ordre décroissant de gravité, en s'adressant au Programme de la justice pour les jeunes.

Dispositions have been ranked based on the effect they will have on the living situation of the child. Therefore, a committal to an institution is considered to be one of the more serious because it means removing the child from his/her home. This is not generally done unless no other method can be found for dealing effectively with the juvenile. A reprimand constitutes a less serious disposition because it has no direct impact on the juvenile after he/she leaves the court room.

Basic units of count used for tabulation purposes

When the statistics are prepared, two units of count are produced:

(1) Number of delinquencies

Every delinquency for which court action was terminated in the year specified is counted. This is consequently a measure of court activity and not of magnitude of delinquency. A juvenile may be reflected more than once in tables having this basic unit of count depending on the number of delinquencies with which he/she was charged.

(2) Number of persons

Each individual who appears in juvenile court and has at least one charge disposed of in the year specified is counted once. It is not a count of the number of juveniles involved in delinquent behaviour but instead a count of the number of persons completing the court process.

In order to arrive at this count, it is necessary to "link" all those delinquencies committed by the same individual and to select for inclusion in the table only one delinquency. The delinquency selected is that for which the most serious court action was taken. If this action was taken for more than one delinquency, the delinquency with the longest legislated maximum sentence is selected.

Information on juveniles is "linked" in the following manner:

If the case against a juvenile consists of several offences, respondents are requested to submit one form for each offence. The forms for one juvenile are kept together and clerically given the same identification number by Statistics Canada.

Les décisions ont été classées selon l'effet qu'elles auront sur la vie de l'enfant. Par conséquent, le fait de confier l'enfant à un établissement est considéré comme une des décisions les plus lourdes de conséquences parce qu'elle équivaut à retirer l'enfant de son milieu. Cette décision n'est généralement prise que lorsqu'on ne peut trouver aucun autre moyen de prendre l'enfant en charge. Une réprimande constitue une décision moins sévère parce qu'elle n'a pas un impact direct sur le jeune lorsqu'il quitte le tribunal.

Unités de base utilisées dans les totalisations

Lors de l'établissement des statistiques, deux unités de bases sont utilisées:

(1) Nombre de délits

Nous avons tenu compte de chaque délit à l'égard duquel le tribunal a pris une décision au cours de l'année indiquée. Il s'agit donc d'une mesure de l'activité du tribunal et non pas de l'importance du délit. Un jeune peut être pris en compte plus d'une fois dans les tableaux pour lesquels cette unité de base a été retenue, selon le nombre de délits dont il a été inculpé.

(2) Nombre de personnes

Chaque individu ayant comparu devant un tribunal pour enfants et pour qui une décision a été rendue n'est compté qu'une fois. Il ne s'agit pas du compte du nombre de jeunes ayant commis un délit, mais du compte du nombre de personnes traduites devant le tribunal.

Afin d'en arriver à ce compte, il faut "rassembler" tous les délits commis par la même personne et n'en choisir qu'un pour figurer dans le tableau. Le délit choisi est celui dont le tribunal a pris la décision la plus sérieuse. Si cette décision a été prise à l'égard de plus d'un délit, le délit choisi est celui comportant la sentence maximale prévue par la loi.

Les renseignements sur les jeunes sont "raccordés" de la façon suivante:

Si un jeune est inculpé de plusieurs chefs d'accusation, les répondants présentent une formule pour chaque infraction. Statistique Canada réunit les formules ayant trait au même jeune et leur donne le même numéro d'identification.

It is, however, necessary to deal with the fact that the forms for a juvenile's case may not be submitted together. It is also possible for any juvenile to have two or more cases completed within a year, with several weeks or months between the cases. In these instances, the inability to link clerically (i.e., to give appropriate forms the same identification number), is subsequently corrected in two stages. The first involves use of a computer program which links all information received on an individual on the basis of the individual's name (last name plus first character of first name), date of birth, sex, and province as reported on the forms. The program requires a perfect match on all the personal information. Thus, if a juvenile has two forms submitted with a slightly different spelling of his name on each, or with missing information, he will be counted as two individuals instead of one. The second stage of the correction procedure addresses errors of this type. It consists of a visual check of the data files linked by computer. This stage reduces the type of error described here to a negligible amount.

Il faut toutefois tenir compte du fait que les formules concernant un jeune peuvent ne pas être soumises ensemble. Il est également possible que deux ou plusieurs causes ayant trait à un jeune, dont l'audition a lieu à plusieurs semaines ou mois d'intervalle, soient entendues la même année. Dans ces cas, comme il est impossible de les raccorder manuellement (c.-à-d. d'attribuer aux formules le même numéro d'identification), on apporte des corrections par la suite en deux étapes. La première consiste à faire appel à un programme informatique qui raccorde tous les renseignements reçus sur une personne en fonction du nom de la personne (nom de famille et première lettre du prénom), de la date de naissance, du sexe et de la province, déclarés dans les formules. Ce programme nécessite un appariement parfait de toutes les données personnelles. Ainsi, lorsque sur deux formules présentées ayant trait à un jeune, l'orthographe de son nom diffère légèrement, ou s'il manque des données, on comptera deux personnes au lieu d'une. La deuxième étape de la méthode de correction concerne les erreurs de ce genre. Elle consiste à procéder à une vérification visuelle des fichiers de données raccordés par ordinateur. Cette étape réduit ce genre d'erreur à une quantité négligeable.

3. STATISTICAL TABLES

3. TABLEAUX STATISTIQUES

TABLE 1 - SEX AND AGE OF PERSONS APPEARING 1/ IN JUVENILE COURT BY COURT LOCATION, 1982.
 TABLEAU 1 - SEXE ET AGE DES PERSONNES QUI COMPARAISSENT 1/ DEVANT LA COUR POUR JEUNES DELINQUANTS,
 SELON LE SIEGE DE LA COUR, 1982.

(NUMBER OF DELINQUENCIES/NOMBRE DE DELITS)

COURT/TRIBUNAL	MALES AND FEMALES						MALES						FEMALES					
	HOMMES			FEMMES			HOMMES			OTHER			AU-TRES			FEMMES		
	TOTAL	7-11	12-13	14-15	16-17	OTHER AUTRES	TOTAL	7-11	12-13	14-15	16-17	OTHER	TOTAL	7-11	12-13	14-15	16-17	OTH AUT
P.E.I./I.-P.-E... CHARLOTTETOWN SUMMERSIDE	186 89 97	7 5 2	43 8 35	135 76 59	- - -	1 1 1	168 73 95	7 5 2	43 8 35	117 60 57	- - -	1 16 1	18 - 2	- - -	18 16 2	- - -	- - -	

1/ ONLY THOSE PERSONS APPEARING AND HAVING AT LEAST ONE CHARGE DISPOSED OF IN THE CALENDAR YEAR SPECIFIED ARE INCLUDED.
 CECI RENFERME SEULEMENT LES PERSONNES QUI COMPARAISSENT ET ONT AU MOINS UN JUGEMENT RENDU PENDANT L'ANNEE INDIQUEE.
2/ AGE IS THE AGE AT THE TIME THE DELINQUENCY WAS COMMITTED.

3/ L'AGE EST RELIE A LA DATE DU DELIT.

3/ OTHER INCLUDES ADULTS CHARGED WITH CONTRIBUTING TO DELINQUENCY AND PERSONS WHOSE AGE IS NOT KNOWN.
 PAR AUTRES, ON ENTEND LES ADULTES ET CEUX DONT L'AGE EST INCONNU.

TABLE 2 - NATURE OF THE DELINQUENCY BY COURT LOCATION, 1982.

TABLEAU 2 - NATURE DU DELIT SELON LE SIEGE DE LA COUR, 1982.

(NUMBER OF DELINQUENCIES/NOMBRE DE DELITS)

NOTE/NOTE 1/

COURT/TRIBUNAL	TOTAL	BREAK AND ENTER	POSSESS STOLEN	MIS- TAKE	AUTO OFFENCE	VIOLEN- TANT CRIMES	NARCOTIC OFFENCES	PROV. TRAFFIC LICOR	PROV. SCHOOL	MUNIC- PAL BY- LAWS	OTHER OFFEN- CES
		/INT- RODUC- TION	/THEFT /VOL	CHIEF /ME- SESSES- FAITS	-C. CODE PRISE /AUTO- MOBILES AUTO	/ FAUX ET MOBILES CODE-C.	/DELITS DE VIO- LENCE 2/	CIRC- /DELITS	/DELITS /STUP- EFANTS	ECOLE	MENT /REGLE- MENTS
P.E.I./I.-P.-E... CHARLOTTETOWN SUMMERSIDE	186 89 97	65 38 27	61 21 40	2 2 -	13 1 12	2 1 6	3 - 1	5 5 3	2 2 -	- - -	16 8 8

1/ THIS TABLE INCLUDES ADULTS CHARGED WITH CONTRIBUTING TO DELINQUENCY.

CE TABLEAU ENCOMBE LES ADULTES ACCUSES D'AVOIR CONTRIBUES A FAIRE D'UN ENFANT UN DELINQUANT.

2/

INCLUDES THE FOLLOWING CRIMINAL CODE OFFENCES: ASSAULTS, SEXUAL OFFENCES, MURDER AND ATTEMPTED MURDER.

RENFERME LES INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL QUI SUVENT: TENTATIVE DE VOIE DE FAIT, INFRACTIONS D'ORDRE SEXUEL, MEURTRE, TENTATIVE DE MEURTRE, HOMICIDE INVOLONTAIRE COUPABLE, ET VOL QUALIFIE.

TABLE 3 - NATURE OF THE COURT DECISION BY COURT LOCATION, 1982.
 TABLEAU 3 - NATURE DE LA DECISION DU TRIBUNAL SELON LE SIEGE DE LA COUR, 1982.

(NUMBER OF DELINQUENCIES/NOMBRE DE DELITS)

NOTE/NOTE 1/

		FOUND DELINQUENT/JUGE(E) DELINQUANT(E)									
		ADJ. SINE DIE/ AUD. SINE DIE	ADULT COURT/ TRI- BUNAL D'AD- ULTES	OTHER ADJUDI- CATIONS 'AUTRES JUGE- MENTS	JUV. INSTI- UTION/ ETABLIS- SEMENT	REFER- RAL TO PROV- INCE/ RESPON- SABIL- ITE	PROBA- TION/ SUPER- VISION/ PROBA- TION,	FINE, DEFIN- ITELY/ AMENDE, RESTI- GEMENT	ADJOUR- NED IN- DEFIN- ITELY/ AJOURN- EMENT	SUSPEN- DED IN- DISPO- SITION/ DEC- ISION	OTHER DISP/ AUT- RES MAND/ REPRI- MANDE DECI- SIONS
COURT/TRIBUNAL	GRAND TOTAL GLOBAL	TOTAL DELIN- QUENT / TOTAL DELIN- QUENT	TOTAL DELIN- QUANT	DELIN- QUANT POUR LES JEUNES	DE LA PROV- INCE						
P.E.I./I.-P.-E... CHARLOTTETOWN SUMMERSIDE	186 89 97	6 5 1	1 1 -	18 13 5	161 70 91	11 1 10	16 16 -	16 46 78	124 5 -	3 2 3	2 - -

1/ THIS TABLE INCLUDES ADULTS CHARGED WITH CONTRIBUTING TO DELINQUENCY.
 CE TABLEAU COMPREND LES ADULTES ACCUSES D'AVOIR CONTRIBUÉS À FAIRE D'UN ENFANT UN DELINQUANT.

TABLE 4 - SEX AND AGE OF PERSONS APPEARING 1/ IN JUVENILE COURT BY COURT LOCATION, 1982.

TABLEAU 4 - SEXE ET AGE DES PERSONNES QUI COMPARAISSENT 1/ DEVANT LA COUR POUR JEUNES DELINQUANTS, SELON LE SIEGE DE LA COUR, 1982.

(NUMBER OF PERSONS/NOMBRE DE PERSONNES)

COURT/TRIBUNAL	MALES AND FEMALES						MALES						FEMALES							
	HOMMES			FEMMES			HOMMES			TOTAL			FEMMES			TOTAL			FEMMES	
	TOTAL	7-11	12-13	14-15	16-17	OTHER AUTRES	3/	TOTAL	7-11	12-13	14-15	16-17	OTHER AUTRES	TOTAL	7-11	12-13	14-15	16-17	OTHER AUTRES	
P.E.I./I.-P.-E... CHARLOTTETOWN SUMMERSIDE	87 40 47	4 2 2	25 7 18	57 31 26	- - -	1 1 1	81 36 45	4 2 2	25 7 18	51 27 24	- - -	1 4 1	6 4 2	- - -	- - -	6 4 2	- - -			

1/ ONLY THOSE PERSONS APPEARING AND HAVING AT LEAST ONE CHARGE DISPOSED OF IN THE CALENDAR YEAR SPECIFIED ARE INCLUDED.
 CECI RENFERME SEULEMENT LES PERSONNES QUI COMPARAISSENT ET ONT AU MOINS UN JUGEMENT RENDU PENDANT L'ANNEE INDIQUEE.

2/ AGE IS THE AGE AT THE TIME THE DELINQUENCY WAS COMMITTED.

L'AGE EST RELATIF A LA DATE DU DELIT.

3/ OTHER INCLUDES ADULTS CHARGED WITH CONTRIBUTING TO DELINQUENCY AND PERSONS WHOSE AGE IS NOT KNOWN.
 PAR AUTRES, ON ENTEND LES ADULTES ET CEUX DONT L'AGE EST INCONNU.

TABLE 5 - NATURE OF THE DELINQUENCY BY COURT LOCATION, 1982.
TABLEAU 5 - NATURE DU DELIT SELON LE SIEGE DE LA COUR, 1982.

(NUMBER OF PERSONS/NOMBRE DE PERSONNES)

NOTE/NOTE 1/

COURT/TRIBUNAL TOTAL 2/	BREAK AND ENTER-	POSSESS-	AUTO	FORGERY	PROV.	MUNIC-
	/INT- RODUC- TION	STOLEN GOODS /POS- SESSION	TAKEN CHIEF /ME- FAITS	OFFENCE CAR / PRISE AUTOMO-	AND CRIMES /CRIMES DE VIO- LENCE	PAL BY- LAWS /REGLE- MENTS
P.E.I./I.-P.-E... CHARLOTTETOWN SUMMERSIDE	87 40 47	31 18 13	24 8 16	2 1 10	1 1 -	1 - 2
					2 3 -	3 3 -
					2 3 -	3 3 -

1/ THIS TABLE INCLUDES ADULTS CHARGED WITH CONTRIBUTING TO DELINQUENCY.
CE TABLEAU COMPREND LES ADULTES ACCUSES D'AVOIR CONTRIBUÉS A FAIRE D'UN ENFANT UN DELINQUANT.

2/ FOR EACH PERSON, ONLY THE DELINQUENCY FOR WHICH THE MOST SERIOUS COURT ACTION WAS TAKEN IS INCLUDED IN THIS TABLE.
POUR CHAQUE PERSONNE, SEULEMENT LES DELITS QUI ONT RECUS LE PLUS SEVERE TRAITEMENT PAR LA COUR.

3/ INCLUDES THE FOLLOWING CRIMINAL CODE OFFENCES: ASSAULTS, SEXUAL OFFENCES, MURDER AND ATTEMPTED MURDER,
MANSLAUGHTER AND ROBBERY.
RENFERME LES INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL QUI SUIVENT: TENTATIVE DE VOIE DE FAIT, INFRACTIONS D'ORDRE SEXUEL, MEURTRE,
TENTATIVE DE MEURTRE, HOMICIDE INVOLONTAIRE COUPABLE, ET VOL QUALIFIÉ.

TABLE 6 - NATURE OF THE COURT DECISION BY COURT LOCATION, 1982.

TABLEAU 6 - NATURE DE LA DECISION DU TRIBUNAL SELON LE SIEGE DE LA COUR, 1982.

(NUMBER OF PERSONS/NOMBRE DE PERSONNES)

NOTE/NOTE 1/

COURT/TRIBUNAL	GRAND TOTAL GLOBAL 2/	FOUND DELINQUENT/JUGE(E) DELINQUANT(E)									
		ADULT SINE DIE/					JUV. INSTI- UTION/ ETABLIS-				
		ADJU- COURT/ TRI- BUNAL	OTHER ADJUDI- CATIONS /AUTRES	TOTAL DELIN- QUENT/ JUGE- MENT	TOTAL DELIN- QUENT/ JUGE- MENT	TOTAL DELIN- QUENT/ JUGE- MENT	INSTI- UTION/ ETABLIS-	RESPON- SABIL- ITE POUR LES JEUNES	DEFIN- ITELY/ AMENDE, RESTI- TUTION, SURVEI- LLANCE	ADJOUR- NED IN- DEFIN- ITELY/ AJOURN- EMENT, INDETE- RMINEE	SUSPEN- DED DISPO- SITION/ DEC- ISION /DEC- ISION SUSPEN- DUE
P.E.I./I.-P. CHARLOTTETOWN	87	4	-	13	70	7	4	55	2	1	1
	40	4	-	10	26	1	4	18	2	-	-
SUMMERSIDE	47	-	-	3	44	6	-	37	-	1	-

1/ THIS TABLE INCLUDES ADULTS CHARGED WITH CONTRIBUTING TO DELINQUENCY.
CETTE TABLE ENTEND LES ADULTES ACCUSES D'AVOIR CONTRIBUES A FAIRE D'UN ENFANT UN DELINQUANT.

2/ ONLY THE MOST SERIOUS COURT DECISION RENDERED FOR EACH JUVENILE IS INCLUDED IN THIS TABLE.
SEULEMENT LES PLUS SERIEUX JUGEMENTS SONT INCLUS DANS CETTE TABLE.

4. DEFINITIONS

Adjourned sine die: Under Section 16 of the Juvenile Delinquents Act (in Newfoundland, the Welfare of Children Act) the court may postpone the hearing of a charge of delinquency for an indefinite period. There is no finding of delinquency in these cases.

Adjourned indefinitely: Postponement of the hearing for an indefinite period after the child has been adjudged delinquent. These adjournments are different from those provided for in Section 16 of the Juvenile Delinquents Act (in Newfoundland, the Welfare of Children Act) which take place without a finding of delinquency. It is often difficult to distinguish between these two types of adjournments on reports received. This should be kept in mind when interpreting the data.

Adult court: Under Section 9 of the Juvenile Delinquents Act, the court can order that a child charged with an indictable offence be proceeded against in the criminal courts. Children dealt with in this manner must be over the age of 14 years. In Newfoundland, under Section 10 of the Welfare of Children Act, a child aged 15 or over may be referred to adult court if charged with an offence which in the case of an adult would be punishable by imprisonment.

Auto offence (Criminal Code): Violation of section 233, 234, 235, 236, 238 or 239 of the Criminal Code.

Break and enter: Violation of section 306, 307, 309, 310 or 311 of the Criminal Code.

Delinquency: Violation of a federal or provincial statute or a municipal by-law.

Fine: Under the Juvenile Delinquents Act (in Newfoundland, the Welfare of Children Act), the court can impose on a child who is found delinquent a fine of up to \$25.00.

Forgery and fraud: Violation of one of sections 324 to 354 of the Criminal Code.

Found delinquent: Judgement of the court that the accused had violated a provision of the Criminal Code or of any federal or provincial statute or municipal by-law or been guilty of sexual immorality or a similar form of vice. This count includes those adults convicted of contributing to a child becoming a delinquent.

4. DÉFINITIONS

Ajournement sine die: En vertu de l'article 16 de la Loi sur les jeunes délinquants ou, à Terre-Neuve, du Welfare of Children Act, la cour peut reporter l'audition d'une accusation de délit pour une période déterminée ou indéterminée. Dans ces cas, aucun verdict de culpabilité n'est rendu.

Ajournement indéterminé: Renvoi, pour une période indéterminée, de l'audition d'une accusation de délit après que l'enfant a été déclaré délinquant. Il faut faire la distinction entre ces ajournements et ceux que prévoient l'article 16 de la Loi sur les jeunes délinquants et, à Terre-Neuve, du Welfare of Children Act car ils ont lieu sans qu'un verdict de culpabilité ait été rendu. Il est souvent difficile dans les rapports reçus de faire la distinction entre ces deux genres d'ajournements. Il faut en tenir compte au moment de l'interprétation des données.

Amende: Aux termes de la Loi sur les jeunes délinquants ou, à Terre-Neuve, du Welfare of Children Act, le tribunal peut imposer à un enfant déclaré délinquant une amende pouvant aller jusqu'à \$25.00.

Automobiles (Code crim.): Violation des articles 233, 234, 235, 236, 238 ou 239 du Code criminel.

Autres décisions: Autres décisions du tribunal comme la suspension du permis de conduire du jeune ou le fait de le confier à un établissement psychiatrique. Un verdict de culpabilité est rendu dans ces cas.

Autres jugements: Autres mesures prises par le tribunal comme le retrait de la plainte ou le rejet de la cause. Il n'y a pas de verdict de culpabilité dans ces cas.

Crimes de violence: Y figurent les infractions suivantes au Code criminel: Voies de fait (articles 244, 245, 246), délits d'ordre sexuel (articles 143 à 158), meurtre (articles 214 et 218), tentative de meurtre (article 222), homicide involontaire coupable (articles 215, 217, 219), vol qualifié (articles 302 à 304).

Décision suspendue: Suspension par le juge de la détermination des mesures à prendre dans le cas d'un enfant déclaré délinquant sous réserve de certaines conditions, habituellement déterminées par une ordonnance de probation.

Délit: Violation d'une loi fédérale, provinciale ou municipale.

Délits se rapportant à l'alcool: Infractions aux lois provinciales régissant la distribution et l'usage de l'alcool. Le plus souvent, les jeunes sont accusés de consommer de l'alcool sans avoir l'âge requis.

Definitions (Continued)

Juvenile institution: Committal of a juvenile who is found delinquent to a training school or similar institution which is approved by provincial statute or by the lieutenant governor in council in any province. Children dealt with in this manner must be at least twelve years of age unless such committal is deemed to be necessary for the welfare of the community and the best interests of the child.

Mischief: (Wilful damage) Violation of section 387 or 388 of the Criminal Code.

Municipal by-laws: Violation of the by-law of a municipality.

Narcotic offences: Violation of the Narcotic Control Act (most frequently, possession of a narcotic).

Other adjudications: Other court action such as a withdrawal or a dismissal of the charge. There is no finding of delinquency in these cases.

Other dispositions: Other court decisions such as a suspension of the driver's licence of the juvenile or a referral to a psychiatric institution. There is a finding of delinquency in these cases.

Possess stolen goods: Violation of section 312, 313, 314 or 315 of the Criminal Code.

Probation/supervision: Order of the court directing that a juvenile who is found delinquent report periodically to a probation officer or some other designated person. Certain conditions may be attached to this order (i.e., a curfew). The juvenile may be permitted to remain in his/her home or may be placed in a foster home.

Provincial liquor offences: Offences under provincial statutes regulating the supply and use of liquor in the province. Most commonly, juveniles are charged with drinking under age.

Provincial school offences: Offences under provincial statutes regulating the administration of schools within the province. Under this legislation, juveniles are most frequently charged with truancy or unruly behaviour.

Provincial traffic offences: Offences under provincial statutes regulating the use of motor vehicles and the flow of traffic in

Définitions (Suite)

Délits se rapportant à la circulation: Infractions aux lois provinciales régissant l'usage de véhicules automobiles et la circulation dans la province.

Délits se rapportant à l'éducation: Infractions aux lois provinciales régissant l'administration des écoles dans la province. Selon cette législation, les enfants sont plus souvent accusés de faire l'école buissonnière ou d'avoir une conduite indisciplinée.

Délits se rapportant aux stupéfiants: Violation de la loi sur les stupéfiants (il s'agit de la plupart du temps de possession de stupéfiants).

Établissements pour les jeunes: Détention d'un enfant reconnu délinquant dans une école de formation ou un établissement semblable approuvés en vertu d'une loi provinciale ou par le lieutenant gouverneur en conseil de l'une des provinces. Les enfants visés doivent avoir au moins douze ans sauf si leur détention est jugée nécessaire au bien-être de la communauté et conforme aux intérêts de l'enfant.

Faux et fraude: Violation de l'un des articles 324 à 354 du Code criminel.

Introduction par effraction: Violation des articles 306, 307, 309, 310 ou 311 du Code criminel.

Jugé(e) délinquant(e): Jugement de la cour selon lequel le prévenu a violé les dispositions du Code criminel, d'une loi fédérale ou provinciale, ou d'un règlement d'une municipalité, ou est coupable d'immoralité sexuelle ou de toute forme semblable de vice. Ce chiffre comprend les adultes reconnus coupables d'avoir contribué à faire d'un enfant un jeune délinquant.

Méfait: (Dommages volontaires) Violation de l'article 387 ou 388 du Code criminel.

Possession de biens volés: Violation des articles 312, 313, 314 ou 315 du Code criminel.

Prise d'auto: Violation de l'article 295 du Code criminel.

Probation/surveillance: Ordonnance du tribunal spécifiant qu'un enfant reconnu délinquant doit se présenter périodiquement à un agent de probation ou à une autre personne désignée. Cette ordonnance peut s'accompagner de certaines conditions (par exemple, un couvre-feu). Le jeune délinquant peut obtenir l'autorisation de demeurer chez lui ou peut être placé dans un foyer nourricier.

Definitions (End)

Referral to province: Committal of a juvenile who is found delinquent to the care of the province, i.e., to the Children's Aid Society or to the Administrator or Minister responsible for delinquent children. Further action, i.e., committal to a foster home, may be taken by the province.

Reprimand: Official rebuke by the judge of the juvenile court. Applies only to juveniles who are found delinquent.

Restitution: The court can order a child who is found delinquent to pay compensation to an aggrieved person for loss of or damage to property arising out of the commission of an offence. In Newfoundland, under the Welfare of Children Act, the judge may award compensation not exceeding \$500.00

Suspended disposition: Suspension, by the judge, of the determination of the action to be taken with respect to a juvenile adjudged to be a delinquent provided that certain conditions, usually determined by a probation order, are adhered to.

Take car: Violation of section 295 of the Criminal Code.

Theft: Violation of section 294, 296, 297, 298, 299, 300 or 301 of the Criminal Code.

Violent crimes: Includes the following Criminal Code offences: assaults (sections 244, 245, 246); sexual offences (sections 143 to 158); murder (sections 214, 218); attempted murder (section 222); manslaughter (sections 215, 217, 219); and robbery (sections 302 to 304).

Définitions (Fin)

Réprimande: Reproche officiel adressé par le juge d'un tribunal pour jeunes délinquants. Ne s'applique qu'aux enfants déclarés délinquants.

Responsabilité de la province: Le fait de confier un enfant reconnu jeune délinquant aux soins de la province, c.-à-d. la Société de l'aide à l'enfance ou l'administrateur ou le Ministre responsable des jeunes délinquants. La province peut alors prendre d'autres mesures, c.-à-d. le placement dans un foyer nourricier.

Restitution: Le tribunal peut ordonner à un enfant déclaré délinquant de verser des dommages-intérêts pour réparation des dommages causés à la propriété ou de la perte de la propriété par suite de la perpétration d'une infraction. À Terre-Neuve, en vertu du Welfare of Children Act le juge peut allouer des dommages-intérêts n'excédant pas \$500.00.

Tribunal d'adultes: Aux termes de l'article 9 de la Loi sur les jeunes délinquants, la cour peut ordonner qu'un enfant inculpé d'un acte criminel soit poursuivi par voie de mise en accusation dans les cours de juridiction criminelle. Les enfants poursuivis en vertu de cet article doivent être âgés de plus de 14 ans. À Terre-Neuve, l'article 10 du Welfare of Children Act, stipule que le cas d'un enfant de 15 ans ou plus peut être renvoyé devant un tribunal pour adultes s'il est inculpé d'une infraction pour laquelle un adulte serait possible d'emprisonnement.

Vol: Violation des articles 294, 296, 297, 298, 299, 300 ou 301 du Code criminel.

APPENDIX**Method of providing information to the Centre**

With only a few exceptions, the form that is used by the provinces to report to the Centre serves two purposes. It is generally used as the legal information for laying a charge against a juvenile and it also serves as a statistical document for recording information on the accused, the offence and the court proceedings.

In most instances, the police, because they usually lay the charge, complete the information portion of the form where details of the charge are specified. Responsibility for completion of the statistical portion of the form differs from province to province.

Every attempt has been made to ensure the accuracy of the data which are contained in this report. Internal controls make it possible to identify most of those courts that have either not reported or reported significantly fewer cases than the previous year. However, it is impossible to guarantee, without an audit of court files, that all terminated cases have been reported. This should be kept in mind when examining and interpreting these tables.

The following is a brief description, for the jurisdiction with which this report deals, of those courts empowered to deal with charges of delinquency and of the method of reporting those charges to the Centre. The most important instances of non-reporting and under-reporting have been identified and confirmed by follow-up telephone calls. Any confirmed reporting problems are mentioned below.

Please note that the information on the following page(s) reflects the situation as it existed in 1982.

ANNEXE**Manière de fournir les renseignements au Centre**

A quelques exceptions près, la formule que remplissent les provinces déclarantes à l'intention du Centre, sert premièrement, de document judiciaire permettant de porter une accusation contre le jeune et, deuxièmement, de document statistique pour l'enregistrement des renseignements sur l'accusé, l'infraction et les procédures judiciaires.

Dans la plupart des cas, comme la police porte habituellement l'accusation, elle remplit la partie de la formule précisant le détail de l'accusation. Les personnes chargées de remplir la partie statistique de la formule varient d'une province à l'autre.

On s'est efforcé d'assurer la précision des données qui servent de base au présent rapport. Des contrôles internes permettent d'identifier la plupart des tribunaux qui n'ont pas déclaré de causes ou qui en ont déclarées beaucoup moins que l'année précédente. Il est toutefois impossible de garantir, sans vérifier les documents des tribunaux, que toutes les causes entendues ont été déclarées. Il ne faut pas l'oublier lorsqu'on examine et interprète ces tableaux.

Ci-après figure une brève description, pertinente à la juridiction qui fait l'objet de ce rapport, des tribunaux habilités à entendre les causes relatives aux jeunes délinquants et de la méthode de déclaration de ces infractions au Centre. On a identifié les cas les plus importants de tribunaux qui n'avaient pas fait de déclarations ou qui avaient présenté des déclarations insuffisantes et on les a relancés par téléphone. Les problèmes de déclaration confirmés figurent dans la description qui suit.

Veuillez tenir compte que ce qui suit présente la situation existante en 1982.

Prince Edward Island

Charges of delinquency are heard in the Family Division of the Supreme Court of Prince Edward Island. There are two such courts in the province, in Charlottetown and Summerside.

Court personnel are responsible for the completion of forms.

Île-du-Prince-Édouard

Dans la province de l'Île-du-Prince-Édouard les délits sont entendus par la Division de la famille de la cour suprême. Il y a deux de ces cours dans la province: une à Charlottetown et l'autre à Summerside.

Le personnel de la cour est chargé de remplir les formulaires.

COPY OF FORM
ÉCHANTILLON DE LA FORMULE

JUVENILE DELINQUENTS ACT

COURT FILE NUMBER

THIS IS THE INFORMATION OF _____

NAME/OCCUPATION OF INFORMANT

WHO SAYS THAT HE/SHE HAS REASONABLE AND PROBABLE GROUNDS TO BELIEVE AND DOES BELIEVE THAT

NAME OF ACCUSED: SURNAME, GIVEN NAME(S)

OF _____

ADDRESS OF ACCUSED

ON THE _____ DAY OF _____ IN THE YEAR 19 ____ AT _____

DATE OF DELINQUENCY

PLACE OF DELINQUENCY

UNLAWFULLY DID COMMIT A DELINQUENCY, IN THAT

SWORN BEFORE ME AT _____

LOCATION OF COURT

THIS _____ DAY OF _____ 19 _____

SIGNATURE OF INFORMANT

JUDGE/JUSTICE OF THE PEACE

PARENTS	MOTHER'S NAME	MOTHER'S ADDRESS-IF DIFFERENT FROM JUVENILE				
	FATHER'S NAME	FATHER'S ADDRESS-IF DIFFERENT FROM MOTHER				
ACCUSED	DATE OF BIRTH YEAR MONTH DAY	AGE (AT OFFENCE) 	SEX MALE FEMALE □ 1 □ 2	COURT	LOCATION OF COURT	DATE OF FIRST COURT APPEARANCE YEAR MONTH DAY

REPORT **ONE** OFFENCE TYPE IN EACH OFFENCE/COURT PROCEEDINGS AREA

OFFENCE	STATUTE VIOLATED		NUMBER OF CHARGES 	DATE OF OFFENCE YEAR MONTH DAY	PLEA □ 1 GUILTY □ 3 NO PLEA TAKEN □ 2 NOT GUILTY □ 4 PLEA WITHDRAWN	
	<input type="checkbox"/> 01 CRIMINAL CODE <input type="checkbox"/> 06 LIQUOR CONTROL ACT <input type="checkbox"/> 02 NARCOTIC CONTROL ACT <input type="checkbox"/> 07 HIGHWAY TRAFFIC ACT <input type="checkbox"/> 03 FOOD AND DRUGS ACT <input type="checkbox"/> 08 SCHOOL ACT <input type="checkbox"/> 04 JUVENILE DELINQUENTS ACT <input type="checkbox"/> 09 OTHER PROVINCIAL STATUTES <input type="checkbox"/> 05 OTHER FEDERAL STATUTES <input type="checkbox"/> 10 MUNICIPAL BY-LAWS		IF A VIOLATION OF C.C., N.C.A., F.D.A., J.D.A., SPECIFY SECTION SUB-SECTION PARA. 			
			OFFENCE DESCRIPTION			
			LEAVE BLANK - STATISTICS CANADA USE ONLY			DRUGS (IF N.C.A. OR F.D.A.) □ 1 MARIJUANA □ 5 PCP □ 2 HASHISH □ 6 LSD □ 3 COCAINE □ 7 OTHER □ 4 HEROIN
	COURT PROCEEDINGS	FINDINGS OF THE COURT		<input type="checkbox"/> 1 DELINQUENT <input type="checkbox"/> 2 NOT DELINQUENT		DATE OF DISPOSITION OR ACTION YEAR MONTH DAY
		IF DELINQUENT, INDICATE DISPOSITION(S):		<input type="checkbox"/> 01 PROBATION <input type="checkbox"/> 07 COMMittal TO DIRECTOR OF CHILD WELFARE <input type="checkbox"/> 02 FINE <input type="checkbox"/> 08 PARENTAL SUPERVISION <input type="checkbox"/> 03 RESTITUTION <input type="checkbox"/> 09 REPRIMAND <input type="checkbox"/> 04 ADJOURNED SINE DIE <input type="checkbox"/> 05 FINAL DISPOSITION SUSPENDED <input type="checkbox"/> 06 COMMittal TO JUVENILE INSTITUTION		LEGAL REPRESENTATION □ 1 YES □ 2 NO
				<input type="checkbox"/> OTHER, SPECIFY <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		REPORTS SUBMITTED TO THE COURT □ 1 YES □ 2 NO

Ca OOS

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA



1010295062

C. 3.

DATE DUE
DATE DE RETOUR

NOV 17 1986		York Univ.
LOWE-MARTIN No. 1137		

